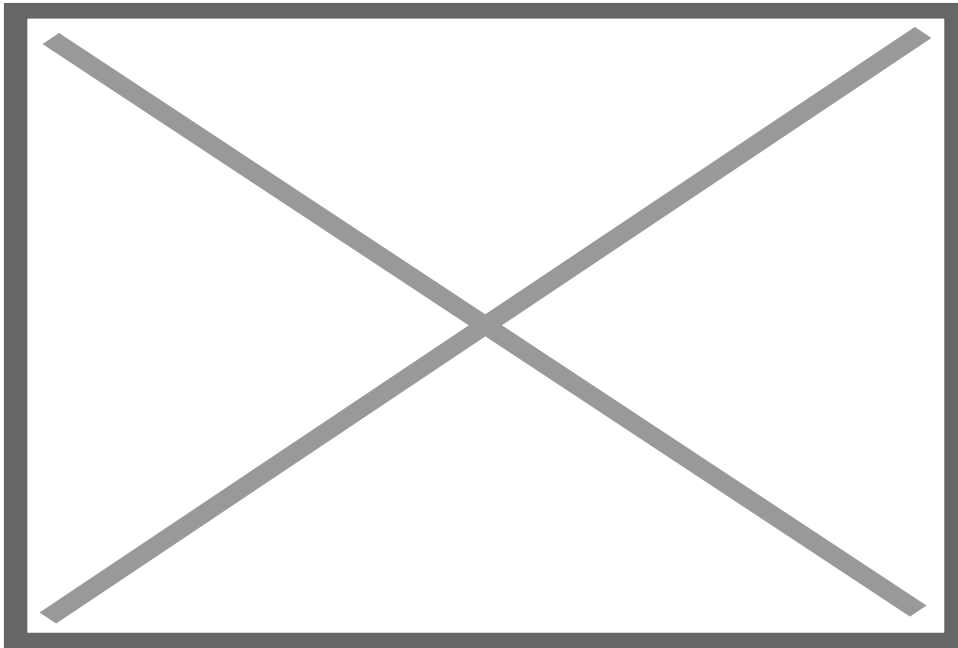


## Les forces israéliennes d'abolissent des maisons financées par l'UE dans un village bédouin du sud de la Cisjordanie

### Description

Maânan, le 14 août 2017



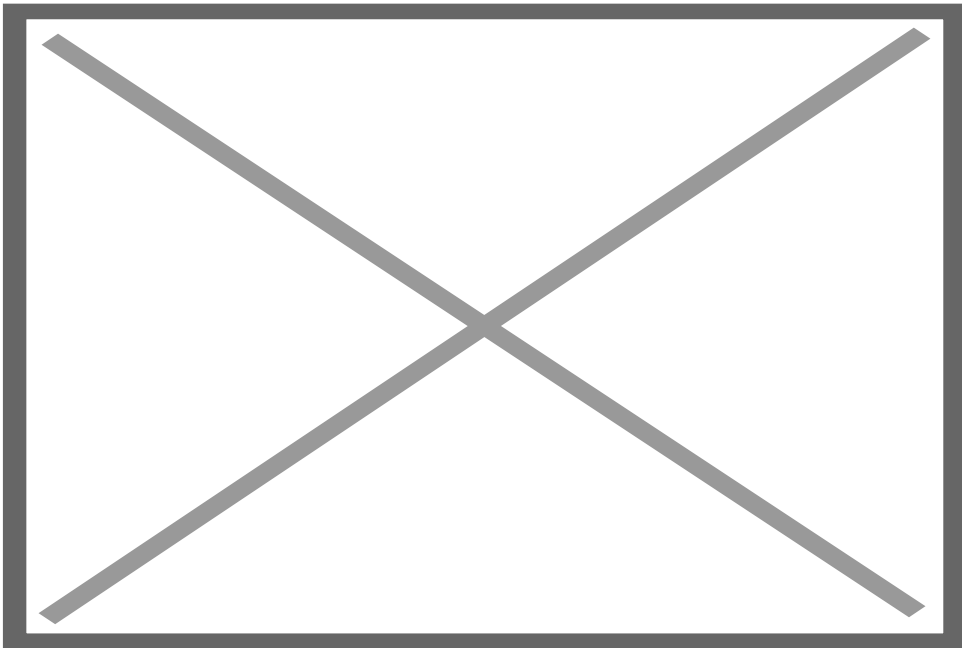
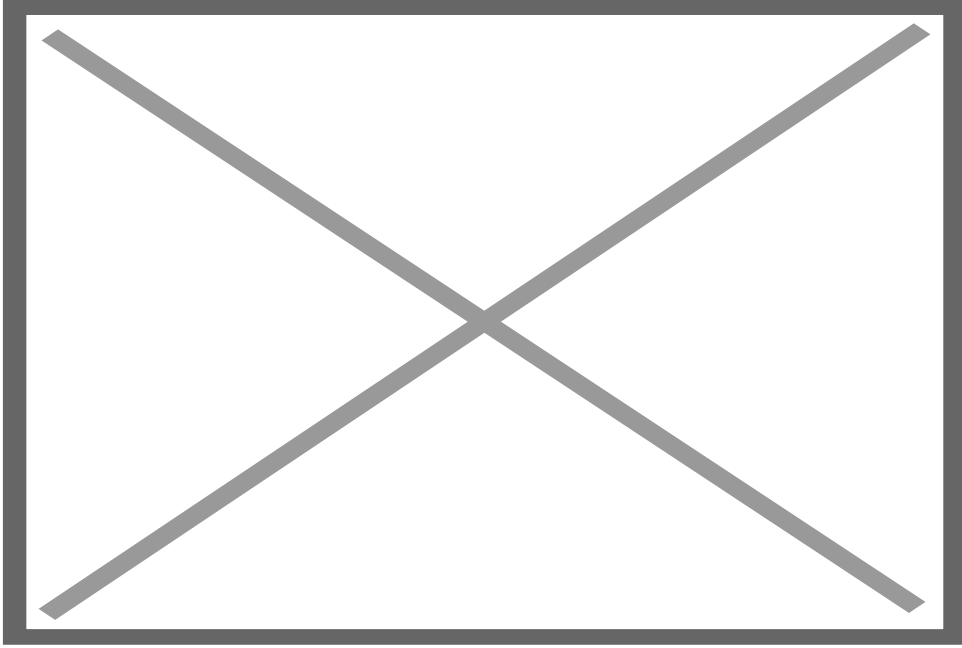
Hébron (Maânan) – Les forces israéliennes ont d'abolli des maisons dont l'Union européenne avait fait don à un village bédouin dans le sud de la Cisjordanie occupée, lundi matin, ont fait savoir ses habitants à Maânan.

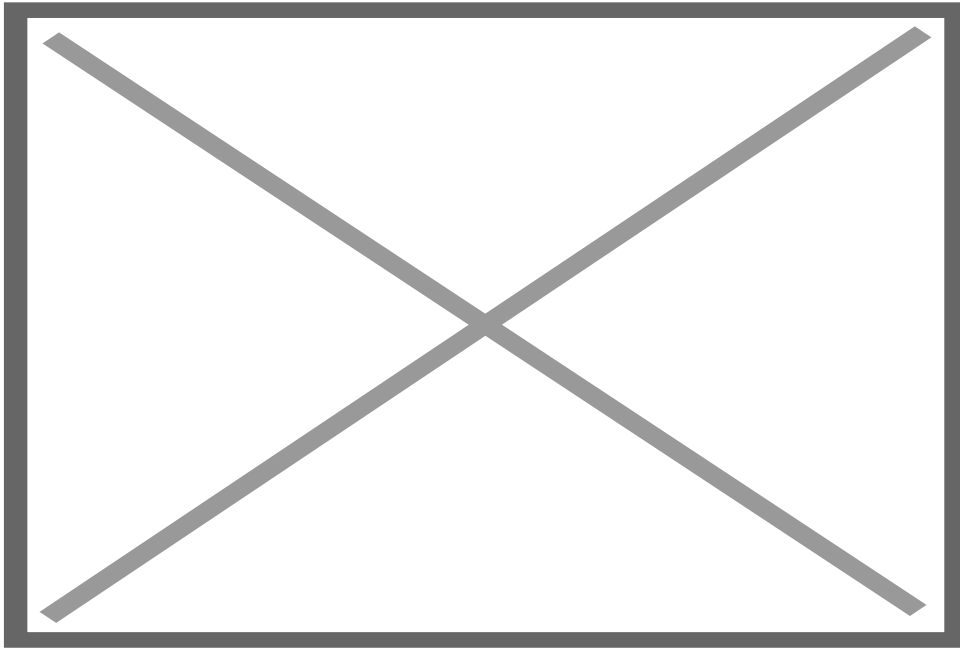
Muhammad Shanan, un habitant de Khashem al-Daraj, a informé Maânan que les bulldozers israéliens, sous haute protection militaire, avaient d'abolli deux maisons du village appartenant à Mustafa Salim Awwad et Moussa Ahmad Awwad.

Dans le même temps, Ratib al-Jabour, coordinateur des Comités nationaux et populaires pour le sud de la Cisjordanie, indiquait à Maânan que les troupes israéliennes avaient également escorté des bulldozers dans le village bédouin voisin d'Umm al-Kheir, dont les habitants craignent que leurs maisons soient également d'abolli.

Un porte-parole du COGAT (Activités du gouvernement dans les territoires), l'agence israélienne chargée de mettre en œuvre la politique israélienne dans le territoire palestinien occupé, a dit qu'ils étaient en train d'examiner les rapports.

(La suite ci-dessous après les images)





Khashem al-Daraj et Umm al-Keir font partie des dizaines de petites communautés situées dans le secteur de Masafer Yatta â?? connu aussi comme les collines du sud dâ??Hâ??bron â?? qui relâ??ve de la Â« zone de tir 918 Â» et se trouve dans lâ??une des Zones C de la Cisjordanie occupée, zones qui repré??sentent 62 % de la Cisjordanie et sont soumises à un contrâ??le total, civil et sâ??curitaire, dâ??Israël.

Il est interdit aux Palestiniens dâ??entrer dans les zones de tir sans une autorisation, rarement accordée, des autorités israéliennes ; une situation Â« *qui a un impact humanitaire grave sur les civils palestiniens et qui râ??duit considérablement la terre leur restant disponible pour construire et assurer leurs propres moyens de subsistance* Â», selon le Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Les habitants de Masafer Yatta avaient été expulsés à lâ??époque de lâ??instauration de la zone de tir, dans les années 1970, et ils ont finalement été autorisés à y revenir après une longue bataille judiciaire, mais ils restent sous la menace constante dâ??une expulsion et de la démolition de leurs maisons.

En 2016, le coordinateur humanitaire des Nations-Unies en Palestine a mis en garde contre le risque accru dâ??un transfert forcé des Bédouins de la Cisjordanie occupée, notamment de la communauté dâ??Umm al-Kheir, alors que se produisait une escalade sans précédent, cette année-là, du nombre de démolitions et de confiscations de terres dans lâ??ensemble du territoire occupé.

En attendant, la présence dâ??environ 3000 colons israéliens vivant en toute illégalité dans ce secteur a restreint la croissance palestinienne au cours des dernières décennies, pendant que les autorités israéliennes râ??affectent les ressources locales pour lâ??expansion des colonies de peuplement.

Plus tÃ¢t ce mois-ci, les autoritÃ©s israÃ©liennes auraient achevÃ© la construction d'une section de 41,8 km du mur illÃ©gal de sÃ©paration d'IsraÃ©l dans les collines du sud d'HÃ©bron.

Le mur de sÃ©paration, qui devrait atteindre 708 km une fois achevÃ© et dont 88 % sont prÃ©vus Ã l'intÃ©rieur du territoire palestinien est un spectacle courant en Cisjordanie occupÃ©e, oÃ¹ les murs de bÃ©ton et les clÃ©tures des IsraÃ©liens zigzaguent Ã travers tout le paysage.

Les dirigeants israÃ©liens prÃ©tendent souvent que le mur rÃ©pond Ã des objectifs de sÃ©curitÃ© pour dÃ©courager les attaques palestiniennes contre les IsraÃ©liens. Cependant, de nombreux militants, universitaires et analystes soutiennent que le mur est plutÃ¢t une « appropriation massive » de grandes Ã©tendues du territoire palestinien, et une stratÃ©gie qui vise Ã consolider une souverainetÃ© israÃ©lienne en Zone C oÃ¹ les colonies de peuplement illÃ©gales se construisent ou sont en cours de construction.

La construction du mur se poursuit sans relÃ¢che au mÃ©pris de la Cour internationale de justice qui a statuÃ© qu'il violait le droit international.

En s'avanÃ§ant profondÃ©ment Ã l'intÃ©rieur du territoire palestinien, le mur de sÃ©paration fait que des quartiers palestiniens entiers sont laissÃ©s Ã l'abandon des deux cÃ´tÃ©s de la barriÃ¨re, et il isole des communautÃ©s de leurs terres agricoles.

Traducteur : JPP pour l'Agence MÃ©dia Palestine

Source: [Ma'an](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2017/08/16